

Il n'y aura pas de sélection à l'entrée des universités, les soixante-huitards seront contents. En fait, c'est une erreur d'attendre quelque changement décisif de cette réforme puisqu'elle oublie deux causes majeures du naufrage intellectuel des universités françaises : l'échec de l'enseignement primaire et secondaire d'une part, et le principe des diplômes d'Etat.

Le Président et le gouvernement prennent grand soin d'accréditer leur réputation de réformateurs. Ils lancent des projets inédits : l'innovation est au pouvoir. Mais à y voir de plus près ces projets sont conservateurs. Conservateur le principe suivant lequel en fin de compte le bachelier a un droit d'entrée à l'enseignement supérieur (au prix il est vrai d'une procédure de vérification des connaissances irréaliste). Conservateur le processus de négociation avec les « syndicats » étudiants, dont on achète l'accord avec la promesse d'aides financières (crédits d'études, intégration dans le régime général de sécurité sociale pour pallier les défections des mutuelles étudiantes).

Une vraie réforme consisterait à prendre le mal à la racine :

- Revaloriser le baccalauréat, qui n'a plus aucun sens, et de façon plus générale reconstruire un enseignement primaire et secondaire en faillite ; la vraie réforme n'est pas dans l'université mais dans l'école, le collège et le lycée ;

- Mettre fin au mythe des diplômes universitaires nationaux. Le « monopole de la collation des grades » dont jouit l'Etat doit être abandonné, pour revenir à des diplômes d'universités autonomes et concurrents. La sélection se fait alors entre universités, qui elles-mêmes sélectionnent les professeurs et les étudiants. Les universités les plus performantes reçoivent plus de soutiens.

Comme d'habitude, les réformettes vont mécontenter et compliquer, et reporteront à plus tard les réformes véritables qui exigent courage politique, décentralisation et diversité. Mais pour l'instant l'essentiel pour ces dirigeants est d'apparaître pour ce qu'ils ne sont pas : des artisans d'un changement profond, et de masquer ce qu'ils sont réellement : des socialistes étatistes et

démagogues.

Faire du bruit autour de pseudo-réformes n'est pas réformer.